

# ***FORUM SUR LES FINANCES PUBLIQUES***

## ***DISCOURS DE CLÔTURE***

***Dr. Mohamed L. DOUMBOUYA, Ministre du Budget***

**Conakry, le 11 novembre 2017**

**Mesdames et Messieurs les Présidents des Institutions Républicaines,**  
**Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement,**  
**Honorables Représentants du Peuple de Guinée,**  
**Mesdames et Messieurs les Représentants des Partenaires Techniques et Financiers,**  
**Mesdames et Messieurs les Hauts cadres de l'administration guinéenne,**  
**Mesdames et Messieurs les acteurs du secteur privé,**  
**Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations de la Société Civile**  
**Guinéenne,**  
**Distingués invités,**  
**Mesdames et Messieurs,**

C'est avec un agréable plaisir que je prends de nouveau la parole pour m'adresser à vous, dans le cadre de la cérémonie de clôture de cette 2<sup>ème</sup> édition du Forum International sur les Finances Publiques de Guinée sous le thème : « **Efficacité des politiques publiques et transparence budgétaire** ».

Cette deuxième édition du Forum sur les Finances Publiques s'inscrit naturellement dans le cadre de la réforme des finances publiques initiée il y a cinq (5) ans dans notre pays, en vue de promouvoir l'investissement et stimuler une croissance économique plus soutenue, plus diversifiée et plus inclusive.

A cette occasion solennelle, je voudrais exprimer ma profonde reconnaissance au **Président de la République, Son Excellence Professeur Alpha CONDÉ**, pour son leadership et son appui inconditionnel aux réformes des finances publiques.

A **Son Excellence Monsieur Mamady YOULA, Chef du Gouvernement**, pour sa coordination du travail gouvernemental et pour son soutien aux réformes engagées par les départements économiques, notamment par le Ministère du Budget que j'ai l'insigne honneur de diriger.

Je voudrais également adresser mes chaleureux remerciements aux partenaires au développement de la Guinée pour leur appui constant dans le cadre de la qualification de la gestion publique ; à nos invités, pour la qualité de leur expertise de très haut niveau, et à tous les participants pour la pertinence des contributions et des observations sans la moindre complaisance.

**Mesdames et Messieurs,**  
**Distingués invités,**

Le Forum international sur les Finances Publiques qui s'achemine vers la clôture, a porté sur le thème « efficacité des politiques publiques et transparence budgétaire ». Il a enregistré la participation active de plus de trois cent (300) personnes venues d'horizons divers pour échanger autour de cinq (5) sessions, durant trois (3) journées, à bâtons rompus sur des questions essentielles pour notre devenir en termes de politiques publiques à conduire.

A l'instar du premier Forum, cette deuxième édition a tenu toutes ses promesses. Nos objectifs étaient de :

- présenter le bilan de la mise en œuvre des recommandations de la première édition ;
- mettre en discussion les finances publiques nationales et sa gestion ;
- mettre en exergue le rôle, si important mais difficile et complexe, du budget national dans la construction d'une économie résiliente et inclusive ;
- attirer l'attention de tous les acteurs sur l'importance des instruments que nous utilisons dans la conduite de nos politiques publiques ;
- indexer les conséquences des actes administratifs que nous posons, surtout ceux qui alimentent la corruption, le manque de transparence et autres mauvais comportements, sur nous-mêmes, sur nos concitoyens et sur notre pays ;
- partager des expériences sur les différentes stratégies, réformes et actions à mettre en œuvre pour améliorer l'efficacité des politiques publiques avec un accent sur la conception, l'élaboration, l'exécution et le suivi du budget de l'Etat ;
- approfondir la réflexion autour de la programmation budgétaire et de la transparence pour poser de façon résiliente les bases de l'émergence de l'économie nationale ;
- échanger sur les expériences et modèles de qualification des politiques publiques, afin d'améliorer leur efficacité en toute transparence et d'accroître leur impact sur les populations et ;
- faire des recommandations appropriées en tenant compte de l'évolution du contexte international et national ainsi que des défis et contraintes du pays.

**Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,**

Au cours des débats et échanges fructueux d'abord entre panélistes, ensuite entre panélistes et public, plusieurs insuffisances ont été identifiées, pour la plupart connues par notre administration.

**Au nombre de ces insuffisances, nous avons, sans être exhaustif :**

- les difficultés de définir des politiques publiques claires et efficaces se reposant sur une base solide, bien structurée et prospective ;
- la multiplicité et la faiblesse des documents de programmation sur lesquels se repose la conception du budget de l'Etat entraînant une mauvaise allocation des ressources publiques ;
- la mauvaise qualité des données statistiques utilisées dans les projections et des difficultés de leur mise à jour ;

- l'insuffisance ou le manque de transformation structurelle pouvant améliorer la croissance de la productivité par l'industrialisation ;
- l'existence de plusieurs points de péages dans l'exécution des dépenses publiques en dépit d'un cadre légal et réglementaire renforcé ;
- la lourdeur administrative affectant considérablement les procédures et les délais de passation des marchés publics ;
- l'insuffisance de communication pour promouvoir le civisme et la transparence budgétaires ;
- le manque de mécanisme d'évaluation d'impacts des politiques publiques ;
- le manque d'implication de la société civile notamment les femmes dans la conception, l'élaboration, l'exécution, le contrôle et le suivi-évaluation du budget ;
- l'absence ou l'insuffisance des services des infrastructures devant contribuer à accélérer la transformation économique que nous ambitionnons ;
- l'impunité dans la gestion des finances publiques en dépit d'un cadre légal et réglementaire renforcé.

**Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,**

De l'intervention des panélistes et des échanges entre panélistes et participants, plusieurs recommandations fortes ont été formulées dont :

**Au niveau stratégique**

- définir des politiques publiques claires et efficaces se reposant sur une base solide et scientifique ;
- poursuivre le renforcement du cadre légal et réglementaire en matière de gestion des finances publiques ;
- mettre en place un bureau dédié pour la conception et la réalisation des études de faisabilité des projets d'investissement bancables ;
- renforcer la qualité de la programmation des projets d'investissements dans un cadre intégré et améliorer la qualité de nos statistiques ;
- mettre l'accent sur la transformation structurelle pour accélérer la promotion de l'activité économique et la création d'emplois décents ;
- renforcer la politique d'éducation en mettant un accent sur l'appariement entre l'offre de formation, surtout professionnelle, et les besoins du secteur privé en termes d'emplois.

### **Au niveau opérationnel**

- mettre en place et opérationnaliser un système d'évaluation d'impacts des politiques publiques aussi bien au niveau central que déconcentré assorti de publications systématiques des rapports y afférents ;
- améliorer la qualité des données statistiques en mettant à jour les méthodes et outils de calcul au regard des meilleures pratiques internationales ;
- améliorer le mécanisme et les outils de mobilisation des recettes publiques et d'exécution des dépenses publiques en s'appuyant sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- rationaliser les procédures de passation des marchés publics en supprimant les points de stationnement inutiles, en responsabilisant davantage les acteurs et en renforçant le contrôle a priori et a posteriori ;
- renforcer la communication surtout sur le budget de l'Etat auprès de tous les acteurs socio-économiques du pays pour leur appropriation de cet instrument de développement ;
- impliquer davantage les acteurs de la société civile notamment les femmes dans la conception, l'élaboration, l'exécution, le contrôle et le suivi-évaluation du budget ;
- investir dans les infrastructures et développer les services connexes pour favoriser le désenclavement des zones de production ;
- appliquer rigoureusement les dispositions du cadre légal et réglementaire en matière de lutte contre la corruption (**numéro vert**) et de sanctions des délits financiers ;
- poursuivre le renforcement des ressources humaines et recourir à la numérisation pour améliorer la productivité de nos services ;
- appliquer les recommandations de la revue annuelles des EPA et généraliser l'obligation de redevabilité.

**Avec ces recommandations, je voudrais vous remercier d'avoir élargi ma lettre de mission sans l'autorisation de mon Patron.**

Comme vous l'avez certainement constaté à travers ces recommandations, l'atteinte des objectifs du Gouvernement pour une Guinée émergente à l'horizon 2035 est conditionnée par la définition des politiques publiques solides, notamment celles sur lesquelles sont assises les piliers du programme national de développement économique et social, afin de renforcer et de sécuriser la trajectoire du développement et réduire la pauvreté en une génération, voire en moins d'une génération. L'impossible n'est pas guinéen. Nous pourrions ainsi nourrir le monde de l'expérience guinéenne bien assumée par nous tous !

**Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,**

S'agissant principalement des politiques budgétaires, les départements financiers se sont inscrits dans un chaînon vertueux d'évaluation régulière du plan de réforme qui aboutira dans les meilleurs délais à l'actualisation du programme de réforme de la gestion des finances pour prendre en compte les préconisations de ce Forum.

**Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,**

Ces recommandations cadrent bien avec les préoccupations du **Président de la République, Professeur Alpha CONDE**, dans la qualification du service public et l'amélioration du comportement de notre administration, en vue d'en faire un levier décisif pour l'essor des initiatives privées, la création d'emplois et une adresse optimale des préoccupations de nos concitoyens.

C'est pourquoi, je voudrais encore une fois remercier le **Président de la République** pour son engagement dans la modernisation de notre administration, particulièrement les administrations financières.

Je remercie aussi **Monsieur le Premier Ministre**, qui n'a pas pu se joindre à nous pour des contraintes de calendrier, pour son soutien et ses conseils dans la conduite de nos finances publiques.

A mes collègues, membres du Gouvernement, pour la solidarité sans cesse exprimée dans les initiatives des départements économiques.

Je tiens aussi à remercier, chaleureusement, tous les panelistes qui, par la qualité de leurs interventions et la franchise associée, ont fortement contribué à la réussite de ce Forum.

Je voudrais également renouveler ma profonde gratitude, à tous nos partenaires techniques et financiers pour leur appui à la réalisation de ce Forum et au programme de réformes économiques et financières de notre pays.

Merci à nos partenaires qui ont bien voulu s'associer avec nous dans cet exercice ô combien important !

Je n'oublie pas le comité d'organisation qui, depuis plus de 6 mois travaille, d'arrache pied, à la réussite de cet événement.

A la presse, les hôtes et autres acteurs qui ont rendu ces trois jours agréables, je vous réitère mes remerciements et la reconnaissance de mon département.

C'est sur ces remerciements que je déclare clos les travaux de la deuxième édition du Forum International sur les Finances Publiques en République de Guinée.

**Dieu bénisse la Guinée !**

**Dieu bénisse les guinéens !**